

L'obsession du consensus

MARIE-FRANCE RAYNAULT, DOMINIQUE CÔTÉ, SÉBASTIEN CHARTRAND (COLL.), *Le bon sens à la scandinave. Politiques et inégalités sociales en santé*, Montréal, PUM, 2014, 170 pages

Daniel Gomez

Volume 9, numéro 3, été 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78157ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gomez, D. (2015). Compte rendu de [L'obsession du consensus / MARIE-FRANCE RAYNAULT, DOMINIQUE CÔTÉ, SÉBASTIEN CHARTRAND (COLL.), *Le bon sens à la scandinave. Politiques et inégalités sociales en santé*, Montréal, PUM, 2014, 170 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(3), 7–8.

L'OBSSESSION DU CONSENSUS

Daniel Gomez
Chef du pupitre, essais politiques

MARIE-FRANCE RAYNAULT,
DOMINIQUE CÔTÉ, SÉBASTIEN
CHARTRAND (COLL.)
**LE BON SENS À LA
SCANDINAVE. POLITIQUES
ET INÉGALITÉS SOCIALES EN
SANTÉ**

Montréal, PUM, 2014, 170 pages

Encore la Scandinavie! Cette fois, ce sont sur les politiques sociales et de santé scandinaves qu'ont planché Marie-France Raynault, Dominique Côté et Sébastien Chartrand, tous les trois très impliqués dans la recherche sur la santé publique et particulièrement sur les modèles suédois et scandinaves. Mesdames Côté (sociologue) et Raynault (médecin) œuvrent au Centre Léa-Roback, un organisme consacré à la réduction des inégalités sociales dans la santé et à l'amélioration des conditions de vie, c'est dire que la problématique leur tient à cœur.

Le bon sens à la scandinave fait dans la même thématique que *Social-démocratie 2.0* de Paquin et Lévesque, dont *Les Cahiers de lecture* avaient fait la recension dans la parution d'automne 2014, mais en se limitant plus spécifiquement aux domaines de la santé publique, de l'éducation et de l'équité sociale; avec toujours cette idée de modèle inspirant pour le Québec. La problématique de l'ouvrage de Côté et Raynault est assez simple: les déterminants sociaux jouent un rôle crucial sur la santé et le bien-être des individus, mais les décideurs peuvent influencer grandement sur les inégalités sociales en fonction de leurs choix idéologiques. Les auteurs veulent donc cerner les politiques publiques les plus efficaces pour réduire les inégalités sociales et la pauvreté. On devine que c'est dans le nord de l'Europe, et en Suède particulièrement, mais pas exclusivement, que se trouvent les bons exemples; c'est donc sur ces régions que se sont penchées les chercheuses du Centre Léa-Roback. De façon plus précise, elles ont identifié neuf caractéristiques du modèle scandinave (p. 150) qu'elles retrouvent dans les politiques familiales, d'aide au logement, d'équité entre les sexes, d'éducation, d'inclusion sociale et de développement durable des pays concernés. Le but de l'exercice, c'est évidemment de comprendre pourquoi le modèle de gouvernance «social-démocrate» nordique semble le plus apte à combiner une diminution des écarts de santé entre les classes, avec une grande compétitivité économique et une grande performance environnementale. La démonstration est

très éloquente et puisque, selon les auteurs, le Québec partage des caractéristiques géographiques, démographiques et culturelles avec les pays nordiques, il doit s'en inspirer.

Le problème de la démarche de Raynault, Côté et Chartrand, comme celui de la plupart des recherches comparatives entre les pays scandinaves et la société québécoise, c'est que l'on occulte peut-être trop les différences, parfois énormes, qu'on peut trouver entre ces sociétés. Ainsi, il n'est pas assez mentionné que le Québec n'est qu'une province du Canada, alors que la Suède, la Norvège, le Danemark et la Finlande sont des pays indépendants. Ce statut de province limite la marge de manœuvre dont peuvent disposer les décideurs politiques d'ici en matière de politiques publiques de santé, comme dans d'autres champs d'ail-

**Le problème de la démarche
[...] de la plupart des recherches
comparatives entre les pays
scandinaves et la société
québécoise, c'est que l'on occulte
peut-être trop les différences,
parfois énormes, qu'on peut trouver
entre ces sociétés.**

leurs. Raynault, Côté et Paquin nous disent par exemple que la décentralisation des pouvoirs est un des éléments capitaux du modèle scandinave et, qu'en ce sens, les municipalités nordiques disposent d'une série de pouvoirs dont rêveraient nos élus municipaux: elles gèrent les écoles secondaires et primaires, les garderies publiques, les services de santé (avec les régions). L'assistance sociale relève d'elles. Elles engagent la majorité des dépenses publiques et disposent dans certains cas d'un pouvoir d'imposition pour les soins de santé. L'État national leur laisse donc une énorme latitude.

Dans le cas du Québec, nous avons un État provincial porteur d'ambitions nationales, mais fortement concurrencé par un État fédéral lui aussi en recherche constante de légitimité nationale, et ce depuis l'origine de l'acte fédératif canadien. Nous savons bien que l'histoire des relations Québec-Ottawa est une histoire de luttes de pouvoirs. On comprend alors aisément les réticences québécoises à déléguer plus de pouvoirs à des municipalités courtisées ouvertement par les instances fédérales. La question mérite en tout cas d'être posée et elle ne l'est peut-être pas assez souvent dans la foule de panégyriques du modèle nordique



produite chaque année. L'obligation de respect des normes nationales canadiennes de santé limite aussi la marge de manœuvre gouvernementale québécoise. D'autre part, les admirateurs du modèle scandinave n'insistent pas assez sur l'impressionnante performance économique des sociétés d'Europe du Nord et leur non moins impressionnant prélèvement fiscal. Le chapitre 11 de l'essai traite un peu de cette variable «névralgique» et nous apprend qu'après une crise économique très dure en 1990 les pays scandinaves se sont relevés, grâce, entre autres, à de fortes hausses d'impôt. Le Québec peut-il en faire autant?

La Suède a connu une croissance de 4 % en 2006 et les indicateurs économiques de ces dernières années nous démontrent que les économies nordiques se situent toujours parmi les 15 économies les plus compétitives à l'échelle de la planète. Quels que soient les indicateurs économiques que l'on prenne, le bilan donne un peu le vertige. Cela a permis bien sûr de préserver la fameuse «philosophie» égalitariste scandinave malgré les grands bouleversements «néolibéraux» du tournant du siècle. La générosité sociale a diminué, mais elle est toujours très forte et la recherche de justice sociale demeure toujours une des grandes priorités des sociétés nordiques. Les auteurs du Bon sens à la scandinave soulignent cependant que le modèle scandinave pourrait commencer à être ébranlé puisque «[...] les organismes porteurs de la social-démocratie s'éloignent de leur base ouvrière traditionnelle au profit de la classe moyenne» (p. 144). La passion de l'égalité n'est plus ce qu'elle était et l'individualisme progresse. Actuellement l'insatisfaction envers le secteur public, pléthorique on le devine, et la réticence envers les impôts élevés, tendent à progresser. L'évolution salariale n'est plus la même pour toute la population; certains groupes s'individualisent et se tournent de plus en plus vers des solutions privées. Bref, nous assistons à davantage de fragmentation sociale. D'autant plus que la Suède et la Scandinavie se transforment démographiquement: les

VOIR À LA SCANDINAVE

suite à la page 8

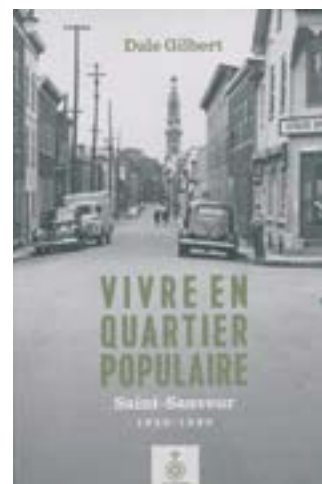
À LA SCANDINAVE

suite de la page 7

populations immigrantes y sont de plus en plus présentes et sont difficiles à intégrer (p. 146). À ce sujet, dans son dernier rapport sur l'économie suédoise, l'OCDE concluait que «les règles de l'emploi en vigueur en Suède sont conçues pour une population homogène» (p. 146).

Les auteurs de *Social-démocratie 2.0* avaient déjà mentionné l'importance d'une certaine homogénéité culturelle pour expliquer la réussite du modèle social-démocrate. Dans leur démarche, Raynault et Côté n'omettent pas cette variable. Elles n'omettent pas non plus de signaler l'obsession consensuelle qui règne chez les Scandinaves. Il semble que la moindre politique ou la moindre

réforme soit précédée d'une kyrielle de recherches et de concertations afin d'aboutir à un consensus le plus large possible. Je crois que la principale leçon à tirer de l'essai de Raynault, Côté et Chartrand, c'est que la social-démocratie scandinave carbure au consensus et que celui-ci est tributaire d'une forte homogénéité luthérienne, jusqu'à tout récemment du moins. Le bon sens scandinave résistera-t-il à la pluralité? L'avenir le dira... ♦



DALE GILBERT

VIVRE EN QUARTIER POPULAIRE. SAINT-SAUVEUR, 1930-1980

Septentrion, Québec, 2015, 333 pages

L'historien Dale Gilbert s'éloigne ici des descriptions statistiques, souvent associées aux études sur la ville, pour proposer un regard sur la culture urbaine en permettant aux gens de se raconter. Il brosse un portrait de la vie de quartier en milieu populaire à Québec entre 1930 et 1980, et plus particulièrement dans l'après-guerre. Le terrain d'analyse correspond aux limites du quartier Saint-Sauveur, qui a subi avec force les changements de comportements associés à l'apparition de la société de consommation. Même si l'auteur utilise diverses sources, dont les recensements et les archives paroissiales, la matière première de l'ouvrage est assurément les entrevues qu'il a menées auprès de 30 personnes ayant habité le quartier pendant au moins 25 ans au cours de la période étudiée. Celui-ci devient alors un espace subjectif dont les frontières sont balisées par les représentations que s'en font les résidents et leurs manières de l'habiter au quotidien. L'ouvrage est divisé en chapitres thématiques qui traitent respectivement de l'histoire du quartier, des trajectoires résidentielles, de la consommation et des loisirs, des sociabilités et de la vie paroissiale.

D'une manière générale, l'auteur décrit une communauté dont le tissu social se relâche au cours du demi-siècle à l'étude.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, Saint-Sauveur est une société de proximité. Les rapports sociaux entre résidents sont fréquents, conséquence d'une forte densité démographique et de conditions de vie difficiles qui poussent à l'entraide. De plus, les sociabilités sont liées à une certaine culture urbaine, faite entre autres d'achat local : par absence de commodités tels que des réfrigérateurs ou des automobiles, les résidents se déplacent à pied, font leurs achats dans les commerces du coin, et tout cela favorise des côtoiements fréquents, des relations étroites, des services personnalisés.

Cet univers social est bouleversé par la hausse du niveau de vie caractéristique de l'après-guerre. L'attrait de la banlieue entraîne un exode résidentiel, l'automobile favorise une plus grande mobilité, les grands centres commerciaux et les supermarchés remodelent les pratiques de consommation. Dale Gilbert précise que ses témoins, loin de regretter la période antérieure et de critiquer les changements, se sont fait une fierté de vivre de manière moderne et d'adhérer à ce qu'ils percevaient comme le progrès. La participation aux activités paroissiales décline alors, tout comme la fréquentation des lieux de culte. Parallèlement, les loisirs perdent leur caractère confessionnel et paroissial et sont désormais

organisés par la municipalité. Toutefois, les représentations reliées à la paroisse persistent, et les gens continuent à se définir avant tout comme appartenant à Saint-Sauveur.

Un des avantages de la méthodologie employée par Dale Gilbert, outre que les entrevues permettent d'accéder aux intentions et aux émotions, est qu'il est beaucoup plus facile de retracer l'historique des trajectoires résidentielles, puisque les répondants les connaissent forcément très bien; cette reconstitution devient laborieuse lorsque le chercheur ne dispose que de documents d'archives. Par contre, les entrevues ne peuvent représenter l'ensemble des comportements de mobilité car elles excluent le nombre impressionnant d'individus qui ont quitté Saint-Sauveur au fil du temps. En effet, la population a chuté de moitié entre 1941 et 1981. En interrogeant des gens qui ont vécu dans le même secteur plus de 25 années entre 1930 et 1980 et dont 22 sur 30 y demeuraient encore lors des entrevues, Dale Gilbert, sans surprise, a recueilli essentiellement des témoignages d'attachement et d'appartenance : certains de ses informateurs sont même restés plus de 50 ans dans le quartier Saint-Sauveur.

Par ailleurs, la division par thèmes entraîne quelques répétitions étant donné que les causes des phénomènes observés sont souvent les mêmes d'un chapitre à l'autre. La hausse du niveau de vie après 1945, l'apparition de la voiture, la consommation de masse et la distension du tissu social sont des éléments qui reviennent. Néanmoins, l'auteur réussit à nous faire partager son amour du quartier. Son espoir que celui-ci suscite un regain d'intérêt semble parfaitement en accord avec les valeurs et aspirations des Québécois d'aujourd'hui. Alors que la proximité du lieu de travail et des points de services est synonyme de qualité de vie et que l'achat local devient source de fierté, on peut présager une revitalisation des anciens quartiers populaires.

Ian Mercier

Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR



L'ACTION NATIONALE AU COEUR DES DÉBATS NATIONAUX DU QUÉBEC DEPUIS 1917

Les dossiers sur les sujets cruciaux pour l'avenir du Québec sont publiés dans L'Action nationale : **Les voies de la radio**

Abonnez-vous ou achetez au numéro (format PDF ou papier)

action-nationale.qc.ca